



## DECLARATION LIMINAIRE

### CSA SPIP JUIN 2026

Plusieurs jours durant, nous avons assisté avec effroi à la macabre affaire de la petite Lyhanna. Nous partageons la peine de la famille.

Cependant, en tant que syndicat militant, les propos du Ministre de la Justice ainsi que ceux du Président de la République nous agacent à un point exceptionnel. L'un et l'autre ont pu dire « qu'ils ne veulent entendre aucun argument de moyens sur cette affaire ».

C'est un scandale. C'est un tour de passe-passe honteux pour que les hommes et femmes politiques, qui dirigent ce pays depuis tant d'années, se dédouanent de leurs responsabilisés, qui étaient aux manettes en 2025 lors des premières plaintes déposées et qui n'ont pas agi. Un peu comme lors de la Covid où les classes populaires ont payé les réductions drastiques imposées à l'hôpital les décennies précédentes. Par habitude, les politicien-nes renvoient la faute sur les autres et non sur leurs actions qui ont façonnés le pays.

S'il est recherché des magistrats fautifs, que ces politicien-nes payent eux aussi de

**LEURS RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES !**

C'est inadmissible que ces élu-es aient provoqués une diminution drastique du nombre d'agents dans la Fonction Publique et fermé de nombreux pans de l'incarnation des services publics de proximité.

Alors qu'au niveau européen, chaque personne donne indirectement 85,4 euros pour la Justice de son pays, en France ce chiffre tombe à 77,22 euros. Si l'on compare avec ses voisins, l'Espagne est à 97 euros, l'Italie 100, l'Allemagne à 136, l'Autriche à 141 et la Suisse à 245 euros. Notre pays compte 3 procureurs pour 100 000 habitants alors que la moyenne européenne est à 12. nous pourrions sortir une litanie de chiffres pour souligner la gabegie française.

**Donc lorsqu'il y a une erreur, aussi dramatique soit-elle,**

**le sujet des moyens ne doit pas être éludé !**

Dans cette perspective, nous sommes obligés aussi de citer les chiffres des personnes suivies par le SPIP Isère. Ils sont encore famoureux et voit l'ensemble des corps professionnels être en

surcharge professionnelle et mentale. Pour rappel, un-e CPIP doit suivre entre 50 et 60 personnes: nous en sommes loin. Et derrière, ce sont tous les autres agents du SPIP qui sont débordés aussi !

**Depuis de nombreuses années nous représentons l'ensemble des personnels lors de ces CSA et c'est en toute sincérité que nous pouvons vous dire l'usure de chaque professionnel. Trop de personnes à suivre, trop de demandes institutionnelles, trop d'abus aussi.**

Des formations Prisme qui voient les agents partir à l'aube et rentrer au crépuscule, pour se voir créditer d'une journée de 7h dans Origine. Nous remercions, le cœur plein d'ironie, la note régionale qui « promeut la formation continue » alors qu'elle la détruit.

Des agents assistant à un colloque AICS voir aussi les mêmes horaires alors que le temps effectif de travail était plus proche de 10h. Le SNEPAP-FSU ne peut tolérer le 2 poids 2 mesures. : dans le département les agents qui investissent la Justice Restaurative bénéficient d'heures supplémentaires, et nous le saluons. Nous demandons, non pas un nivellement par le bas, mais le même traitement pour tous et la reconnaissance des heures réelles de travail. Les délais de route ne sont pas un luxe. Ils compensent une fatigue certaine.

Le SNEPAP-FSU n'oublie pas non plus que nos revenus chutent alors que la montée du coût de la vie devient faramineux et que notre travail est atteint depuis plusieurs années d'infobésité, qui se caractérise par la multitude de réunions, d'appels, de tchats, de mails et de sollicitations tellement éloignés de nos cœurs de métiers. Et cet éloignement se traduit par une chose toute simple : moins de temps accordé à la rencontre des usagers.

**Tous ces éléments conduisent à l'essoufflement, à une perte de sens, à la lassitude.**

Pour parachever l'œuvre d'inaptitude des politiques publiques, nous ne pouvons pas oublier la canicule qui nous assaille ces derniers jours. L'été est là depuis 2 jours, avec déjà deux canicules. Les recommandations de nos élites sont à l'image de l'affaire Lyhanna : à côté de la plaque et tellement aristocratiques ! Boire de l'eau, se protéger du soleil, fermer les volets. Un **refus de s'attaquer au fond du problème** : les énergies fossiles et un refus de changer la société, tant pour nous que pour nos enfants. Mais non, on ne s'attaque pas au système capitaliste et libéral, on ne touche pas aux robinets qui hydratent leurs égos capricieux.

En conclusion, un individu peut faire des erreurs. Nous sommes toutes et tous faillibles. Mais le contexte a une incidence fondamentale sur les actes posés.

Le SNEPAP-FSU continuera avec force et vigilance à dénoncer les abus qui créent des conditions de travail si démentes que les risques psycho-sociaux n'iront qu'en augmentant tout comme les erreurs professionnelles.

Que cela soit le soutien à la formation par des actions de bon sens, que cela soit par une meilleure répartition des tâches professionnelles entre les agents, que cela soit par des organisations de service, Le SNEPAP-FSU restera une force de propositions auprès de la Direction du SPIP 38 pour prendre soin des agents engagés dans leurs métiers. Devons-nous rappeler qu'il n'est pas un sacerdoce ?

Les représentants du personnel